



Secrétariat général
Service interministériel d'animation
territoriale
Bureau de l'environnement



Direction départementale de la
protection des populations
Service Sécurité de l'Environnement
Industriel

ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL N° 41-2023-12-5-00006
portant dérogation temporaire à l'obligation de collecte hebdomadaire des déchets ménagers
résiduels pour les communes de LA FERTÉ-SAINT-AUBIN, LAMOTTE-BEUVRON, MARCILLY-EN-
VILLETTE, NOUAN-LE-FUZELIER et SALBRIS

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER
ET
LA PRÉFÈTE DU LOIRET

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 120-1 et L123-19-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2224-13, L. 5214-16, R. 2224-23, R. 2224-24, et R. 2224-29 ;

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1311-1 et L. 1311-2 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 par lequel le président de la République a nommé M. Xavier PELLETIER aux fonctions de préfet de Loir-et-Cher à compter du 21 août 2023 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'article 81 des règlements sanitaires départementaux de Loir-et-Cher et du Loiret ;

VU la demande de dérogation temporaire à l'obligation de collecte hebdomadaire des déchets ménagers résiduels pour les communes de LA FERTÉ-SAINT-AUBIN, LAMOTTE-BEUVRON, MARCILLY-

EN-VILLETTE, NOUAN-LE-FUZELIER et SALBRIS, le 16 juin 2023 par le syndicat interdépartemental de collecte et traitement des déchets SMICTOM DE SOLOGNE ;

VU l'avis de la délégation territoriale de Loir-et-Cher de l'agence régionale de santé du Centre-Val de Loire en date du 24 août 2023 ;

VU l'avis de la délégation territoriale du Loiret de l'agence régionale de santé du Centre-Val de Loire en date du 5 septembre 2023 ;

VU la consultation du public organisée dans le cadre de l'instruction de la demande de dérogation du 9 au 30 septembre 2023 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Loiret en date du 12 octobre 2023 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Loir-et-Cher en date du 2 novembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que le SMICTOM DE SOLOGNE exerce, pour le compte des communautés de communes Cœur de Sologne, Sologne des Rivières et Portes de Sologne, une mission de service public de collecte et de traitement des déchets des ménages et des professionnels lorsque les déchets sont assimilés par leur nature à des déchets ménagers ;

CONSIDÉRANT que les ordures ménagères résiduelles sont collectées au moins une fois par semaine en porte en porte sur le territoire des communautés de communes Cœur de Sologne, Sologne des Rivières et Portes de Sologne conformément aux dispositions de l'article R. 2224-24 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT que le préfet peut déroger à ce principe pour une période de six ans maximum dans les conditions prévues à l'article R. 2224-29 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT que le SMICTOM DE SOLOGNE a engagé une démarche de promotion du compostage, en distribuant des composteurs aux particuliers en faisant la demande, et en les accompagnant dans la pratique du compostage afin de réduire la part de déchets fermentescibles dans les ordures ménagères résiduelles ;

CONSIDÉRANT que le territoire concerné dispose d'un maillage dense de déchetteries, dont une dans chacune des communes concernées par la dérogation ;

CONSIDÉRANT que le SMICTOM DE SOLOGNE s'engage à enregistrer et prendre en compte de manière attentive et individualisée toutes les réclamations des usagers ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de Loir-et-Cher et du Loiret ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1 :

Le syndicat SMICTOM DE SOLOGNE est autorisé à déroger à l'obligation de collecte hebdomadaire des déchets ménagers résiduels pour les communes de LA FERTÉ-SAINT-AUBIN, LAMOTTE-BEUVRON, MARCILLY-EN-VILLETTE, NOUAN-LE-FUZELIER et SALBRIS.

Cette autorisation est donnée pour une période de six ans à compter du 1^{er} janvier 2024.

ARTICLE 2 :

La collecte des ordures ménagères résiduelles se fera au moins une fois toutes les deux semaines à l'exception de la collecte des déchets des structures qui ont été identifiées comme gros producteurs ou très gros producteurs et pour lesquelles il est nécessaire de maintenir une collecte hebdomadaire.

Ces structures sont notamment les établissements sanitaires, médico-sociaux ou sociaux, les pôles scolaires, les commerces alimentaires, les habitats collectifs et plus généralement les producteurs de déchets pouvant contenir des déchets fermentescibles dont la pratique utilisation du service a démontré la nécessité d'une collecte à une fréquence renforcée.

Le SMICTOM DE SOLOGNE est tenu de mettre à disposition des usagers les équipements nécessaires au stockage ou à la gestion des ordures ménagères résiduelles pouvant contenir des déchets fermentescibles dans de bonnes conditions : bacs de collectes étanches, fermés et de volumes adaptés, composteurs individuels, etc.

Le syndicat mettra tout en œuvre pour apporter des solutions en cas de risque sanitaire, et devra revenir à une collecte hebdomadaire sur les communes pour lesquelles la situation serait signalée comme étant dégradée.

Un bilan de fonctionnement sera dressé et transmis au préfet par le SMICTOM DE SOLOGNE deux mois avant la fin de la période dérogatoire : flux d'ordures ménagères résiduelles collectées, volumes moyens collectés, nombres de tournées de collecte, recensement des plaintes et solutions apportées, difficultés et anomalies constatées.

Le demandeur devra mettre en place un registre d'enregistrement :

- des réclamations des usagers et des suites qui leur ont été données ;
- des rappels au règlement ;
- des constants de dépôts sauvages ou des situations de brûlages des déchets à l'air libre.

Ce registre sera tenu à disposition des agents des délégations de Loir-et-Cher et du Loiret de l'agence régionale de santé.

ARTICLE 3 :

La dérogation peut être suspendue ou retirée par arrêté préfectoral, en cas de constat de nuisances importants et répétées menaçant l'ordre public, la salubrité ou la santé publique ou en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté.

En cas de signalement d'une situation dégradée (odeurs, écoulements, insectes, etc.) due à la nouvelle fréquence de collecte qui fasse l'objet d'un constat par les services de l'État, le SMICTOM DE SOLOGNE est tenu d'assurer à nouveau une collecte hebdomadaire dans les communes concernées, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin aux dysfonctionnements, sources de nuisances.

Les préfets lèvent la suspension de la dérogation après avis de ces mêmes services.

ARTICLE 4 :

Une copie du présent arrêté est affichée au siège social du SMICTOM DE SOLOGNE et à la mairie des communes de LA FERTÉ-SAINT-AUBIN, LAMOTTE-BEUVRON, MARCILLY-EN-VILLETTE, NOUAN-LE-FUZELIER et SALBRIS pendant un délai minimum de deux mois.

Il sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site des services de l'État en Loir-et-Cher et du Loiret pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le secrétaire général de la préfecture de Loiret, le directeur de l'Agence régionale de santé de Centre-Val de Loire, le président du SMICTOM DE SOLOGNE, les maires de LA FERTÉ-SAINT-AUBIN, LAMOTTE-BEUVRON, MARCILLY-EN-VILLETTE, NOUAN-LE-FUZELIER et SALBRIS, les commandants des groupements de gendarmerie de Loir-et-Cher et du Loiret, les officiers et agents de police judiciaire territorialement compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet de Loir-et-Cher et par délégation,
le secrétaire général

Pour la préfète du Loiret et par délégation,
le secrétaire général

Signé : Faustin GADEN

Signé : Stéphane COSTAGLIOLI

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

— un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;

— un recours hiérarchique, adressé à : M. le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer – Hôtel de Beauvau – 1 Place Beauvau 75008 PARIS ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

— un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.